



LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : PARTIR DU TERRAIN

Entretien avec **Hélène BIDARD** /
ADJOINTE À LA MAIRE DE PARIS CHARGÉE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, DE LA LUTTE
CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DES DROITS HUMAINS

Propos recueillis par Marie-Cécile NAVES/
CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'IRIS

NOVEMBRE 2019

OBSERVATOIRE GENRE ET GÉOPOLITIQUE

MARIE-CÉCILE NAVES : Concernant les violences faites aux femmes, et les violences de genre plus globalement, en quoi et comment la société civile influence-t-elle le politique ?

HÉLÈNE BIDARD : Ce sujet est intéressant parce que j'ai vraiment ressenti que les mouvements de femmes à l'échelle mondiale, ainsi que leur écho en France, ont influencé les politiques menées à Paris. Je suis élue en mars 2014 et c'est en avril 2014 que le mouvement « Stop harcèlement de rue » débute à Paris. Les militantes posaient la question du harcèlement dans l'espace public et je les ai reçues. Dans la foulée, nous lançons une campagne de communication avec le Conseil parisien de la jeunesse, sur le harcèlement de rue, en partant des mots et des revendications des jeunes. Et c'est cette réflexion sur les violences faites aux femmes dans l'espace public qui nous a permis de travailler plus généralement sur la question suivante : « pourquoi, même si les violences ont lieu dans tous les quartiers, pourquoi le ressenti est-il plus fort dans certains d'entre eux ? ».

D'où notre travail, à la Ville, sur « genre et espace public », qui se décline sous la forme de formations, d'un guide rédigé 2016 avec des chercheurs et chercheuses, notamment de Bordeaux, les associations, et les architectes et urbanistes de la Ville de Paris. On s'est demandé quelles étaient les bonnes questions à se poser pour construire la ville de manière plus inclusive.

Fin 2019, nous allons sortir un second guide pour répondre à ces questions, qui s'inspire d'expérimentations réalisées à Vienne et dans d'autres villes, dont Paris qui a beaucoup innové.

Ce sujet, c'est une expérience concrète pour nous.

Au-delà, sur les violences faites aux femmes, chaque fois que l'on a travaillé sur des thématiques spécifiques dans le cadre du 25 novembre (journée internationale contre les violences faites aux femmes) et du 8 mars (journée internationale des droits des femmes), nous sommes partis des questions des associations, qui « montent » dans la société et sont portées par les mouvements sociaux, avant de les poser aux chercheurs et chercheuses, et de nous inspirer de ce qui se fait à l'international pour construire des politiques publiques à Paris.

Ainsi, la « Cité de l'égalité » est inspirée de San Francisco, New York et de Bruxelles.

Dans un cadre budgétaire très contraint, j'ai toujours obtenu de ne pas avoir de baisse de budget sur les politiques publiques d'égalité. Mais pour 2018, l'année qui a suivi #MeToo,

le budget voté en décembre 2017 m'a permis d'obtenir une augmentation de 23 % sur la question des violences (subventions aux associations), suivie d'une nouvelle augmentation, de 20 %, fin 2018 pour 2019. Les élu.e.s sont aujourd'hui sensibilisé.e.s à ce sujet et, de notre côté, comme on a beaucoup travaillé, on est en mesure de bien flécher les budgets vers des projets concrets.

Par exemple, un lieu d'accueil a été créé qui cible spécifiquement les jeunes femmes victimes de violences. Citons aussi les applis de « Street angels » comme « Hands away », qui permettent d'alerter sur des faits de violences sexistes dans la rue et d'en géolocaliser les victimes ou les témoins.

Au départ, nous avons cependant surtout financé les grosses structures qui accueillent les femmes victimes de violences. Mais pour accompagner les femmes, pour les aider à se réapproprier leur quartier, nous avons fait le choix de viser les quartiers populaires, là encore en lien avec des chercheurs et chercheuses spécialisé.e.s sur le genre et l'espace public. Et ce, même s'il n'y a pas de « quartier type » sur la question des violences. D'une part, ce sont dans certaines parties du territoire parisien surtout que se situent les associations (quartiers des 10e, 11e, 13e, 18e, 19e, 20e arrondissement, notamment) et d'autre part, nous souhaitons encourager des projets de recherche-action.

MARIE-CÉCILE NAVES : En quoi la recherche sur le genre peut-elle nourrir la décision politique ?

HÉLÈNE BIDARD : Nous avons fait le choix de systématiser l'apport intellectuel des chercheurs et des chercheuses, et nous demandons un retour sur les résultats de ces recherches. Nous travaillons aussi sur le sujet de la prostitution. Afin d'avoir des données chiffrées, étant donné que la Ville ne produit pas de chiffres, nous nous penchons sur les études existantes et, pour élaborer des propositions, nous travaillons en étroite collaboration avec les associations. Chaque fois que l'on fait des réunions autour des dates-clés (25 novembre, 8 mars), on cherche à avoir un éclairage de la recherche sur ce que l'on fait, sur ce que l'on pourrait faire. C'est le même processus pour les politiques en faveur des LGBTI.

C'est de l'innovation politique, d'où la nécessité de consulter les acteurs et les actrices de terrain, de partir de leur diagnostic et de leurs attentes. On est tout le temps en train de construire ! Et l'on s'inspire de ce qui a été fait dans d'autres métropoles dans le monde.

Réciproquement, nous sommes très sollicités par les chercheurs et les chercheuses. Le 8 mars 2020, nous rencontrerons le Réseau de recherche international et pluridisciplinaire

« Marché du travail et genre » (MAGE) sur le sujet du travail et de l'égalité professionnelle. Ce travail nous aidera à prendre des décisions politiques. En 2019, nous nous sommes penchés sur le sujet de l'empowerment des femmes avec un forum féministe sur le parvis de l'Hôtel de Ville, traitant des questions émergentes dans les mouvements de femmes. La Mairie propose également une bourse de recherche sur le genre. Nous proposons aussi des bourses de recherche sur les études de genre. Nous valorisons donc des recherches engagées.

Avec les « marches exploratoires », qui font partie de nos dispositifs de recherche-action, nous écoutons avant tout les femmes, sans intervenir. D'une manière générale, nous choisissons des démarches interprofessionnelles (services de la ville, autres services publics, avocat.e.s, chercheur.se.s, associations, militant.e.s), afin de valoriser un « mélange des parcours » pour mieux travailler ensemble. On travaille aussi beaucoup avec les étudiant.e.s, les associations étudiantes, les déléguées aux droits de femmes et à l'égalité dans l'administration. Associations et habitant.e.s voient que leur parole est écoutée.

Il faut néanmoins jongler avec le temps long de la recherche, car le temps politique est plus court ; mais plus court encore est le temps médiatique : les journalistes sont parfois trop dépendants de l'actualité, ce qui pose le risque de biaiser la parole des femmes.

Le 25 novembre 2019, nous avons voulu insister sur les problématiques de violences contre toutes les femmes, de toutes nationalités, de toutes cultures, issues ou non de migrations ; et sur l'importance de former les professionnels et les associations, de lever les freins d'accès aux droits. À cette occasion, nous avons traduit en six langues le « Violentomètre », un outil de prévention et d'information sur les violences dans le couple, que nous avons soutenu, ainsi que des guides, eux aussi en plusieurs langues, pour les professionnels et les associations. ■

Extraits de l'allocution d'Hélène Bidard lors de la conférence « Le genre, enjeu géopolitique », organisée à l'IRIS, le 13 novembre 2019 :

« Aujourd'hui, la France dispose de 46 ambassadrices sur 181 postes selon le Quai d'Orsay, soit 25 % de femmes à la tête des représentations françaises dans le monde. Sans doute, la mise en œuvre d'une "diplomatie féministe" pourrait commencer par une féminisation de ces postes à responsabilités !

(...)

Mettre les "lunettes du genre" dans le domaine de la géopolitique me paraît par exemple très pertinent pour comprendre la phase intense d'intervention des mouvements de femmes à l'échelle mondiale qui caractérise notre époque. Rôle clé des femmes dans les changements de régime, résistances aux Trump, Bolsonaro et autres dirigeants machistes et violents, résistances à la montée des extrêmes droites, mouvements pour la légalisation ou la défense de l'avortement, des millions de personnes dans les rues d'Espagne pour les grèves féministes du 8 mars, et bien sûr #MeToo, qui, je suis sûre, a élevé le niveau de conscience mondiale.

Je pense que cette phase de luttes intenses pour les droits des femmes, mais aussi les réactions conservatrices qu'elle suscite, ont déjà et auront nécessairement un impact sur le paysage et l'agenda politique mondial. C'est une des grandes "tensions" de notre époque, qui donnera lieu à des "ajustements", voire des changements radicaux, chez les acteurs de la vie politique du local au global.

Je pense que ce sont ces luttes qui ont "forcé" la mise en place du 'Grenelle des violences conjugales' en France, et notamment dans les suites de #MeToo, la participation toujours plus grande aux manifestations du 25 novembre (cette année, ce rendez-vous a rassemblé 150 000 personnes dans toute la France), les multiples mobilisations sur la question des féminicides, avec un très fort soutien dans l'opinion publique.

Je pense que ces mouvements sont à l'origine de l'intégration des questions de genre dans les grandes institutions mondiales ou les grands rendez-vous internationaux, comme à l'OCDE ou avec la mise à l'agenda — même si pour être franche, cela ressemblait à une opération de communication — de la question des femmes au G7.

(...)

Je peux témoigner, à mon échelle d'élue locale, de l'impact de ces mouvements sur les collectivités et les politiques publiques.

Il faut dire que Paris n'est pas une collectivité comme les autres, que c'est une ville capitale, une grande métropole au rayonnement culturel d'ampleur, dont les choix politiques et les prises de position ont un retentissement mondial. Paris dispose également de moyens bien supérieurs à une ville moyenne. J'avais donc des atouts pour commencer.

Mais la prise en considération de mon action a considérablement évolué favorablement à partir de fin 2017 quand a surgi le mouvement #MeToo. J'ai expérimenté in vivo le pouvoir qu'un mouvement social peut avoir dans les institutions. J'ai pu négocier régulièrement des augmentations du budget de la Ville de Paris alloué aux associations. Les initiatives de sensibilisation autour du 25 novembre et du 8 mars ont connu une participation en hausse, avec d'ailleurs un écosystème associatif qui s'est diversifié et rajeuni.

Pour vous raconter une anecdote, quand j'ai pris mes fonctions, on me disait "Adjointe à l'égalité femmes-hommes, mais qu'est-ce que tu vas faire d'autre ?" ; et aujourd'hui on me dit "toi, on ne peut pas te dire non en face". Bon, on voit encore les marges de progression, mais le fait est que le regard a changé sur cette question.

L'atmosphère a été — malgré encore des résistances — plus favorable au développement d'une politique intégrée, c'est-à-dire à la prise en compte des femmes dans l'élaboration des politiques publiques dans plusieurs secteurs comme par exemple :

- l'urbanisme, avec l'intégration d'un critère de genre dans la rénovation des 7 grandes places parisiennes
- le sport, le partage des équipements, mais aussi dans les grands événements comme la coupe du monde féminine de foot, ou encore le programme dit 'héritage' les JOP de 2024
- la lutte contre la pauvreté, avec la mise en place de Haltes pour les femmes, y compris dans l'Hôtel de Ville
- le logement, avec la mise en place de dispositifs spécifiques pour les femmes victimes de violences
- l'international, avec la citoyenneté d'honneur attribuée au Dr Mukwege, aujourd'hui Prix Nobel de la Paix, ou l'inauguration du Jardin Mariele Franco, ainsi que l'implication de la Maire de Paris dans les grands sommets mondiaux.

Les exemples sont nombreux et je suis sûre que mon travail a été facilité par les mouvements de femmes et féministes en France et dans le monde. La question du genre est devenue un important levier pour la modernisation des politiques publiques, même s'il reste encore beaucoup à faire. Je pense par exemple à l'outil formidable que constituerait une véritable budgétisation sensible au genre !

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : PARTIR DU TERRAIN

Par **Hélène BIDARD**/ADJOINTE À LA MAIRE DE PARIS, CHARGÉE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, ET DES DROITS HUMAINS.

Propos recueillis par **Marie-Cécile NAVES**/CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'IRIS

OBSERVATOIRE GENRE ET GÉOPOLITIQUE/NOVEMBRE 2019

Sous la direction de Marie-Cécile Naves, chercheuse associée à l'IRIS.

naves@iris-france.org

L'Observatoire 'Genre et géopolitique' de l'IRIS a pour ambition d'être un lieu de réflexion et de valorisation de la recherche inter et pluridisciplinaire sur la manière dont le genre, en tant que concept, champ de recherches et outil d'analyse du réel, peut être mobilisé pour comprendre la géopolitique et être un outil d'aide à la décision sur des questions internationales.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS/France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org